



Nouveaux sondages surprises au Venezuela (juillet 2017)

Selon l'institut d'enquête privé vénézuélien Hinterlaces, 56 % des vénézuéliens ne sont pas du tout ou peu disposés à participer aux manifestations ou rassemblements de l'opposition.

Par [Hinterlaces](#)

Mondialisation.ca, 25 juillet 2017

hinterlaces.com [Venezuela Infos](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Selon l'institut d'enquête privé vénézuélien [Hinterlaces](#), 56 % des vénézuéliens ne sont pas du tout ou peu disposés à participer aux manifestations ou rassemblements de l'opposition. 71 % pensent la même chose pour les blocages de rue, d'autoroutes et d'avenue, la nouvelle forme de protestation mise en place par l'opposition appelée « guarimba » (barricade infranchissable sous peine de tirs).

Cette enquête montre également que les formes les plus violentes de protestations des derniers jours sont celles qui génèrent le plus de rejet de la part de la population, étant donné que 85 % affirme ne pas vouloir participer à des « guarimbas » ni à des affrontements avec des agents de l'ordre public au Venezuela.

Alors que les appels à manifester de la MUD (coordination des partis de droite) ne sont pas non plus suivis par la majorité des vénézuéliens, une éventuelle grève nationale ne serait soutenue que par 37 % de la population et un processus de désobéissance active par 27 % des vénézuéliens.

Ces chiffres mettent à bas le mythe selon lequel la majorité des vénézuéliens soutient les protestations. Tant les violences que le plébiscite interne pour justifier l'existence d'un gouvernement parallèle ou une intervention extérieure, ont pour foyers les quartiers riches et les zones frontalières avec la Colombie, pénétrées par le paramilitarisme. Même le président de la firme Datanalisis, Luis Vicente León, de tendance antichaviste confirmée, confirme que la participation à ces violences n'a été que de 2 et 3 % des vénézuéliens.

La majorité veut un dialogue et attendre les élections présidentielles.

Selon l'enquête de Hinterlaces, 84 % des vénézuéliens sont pour un dialogue entre l'opposition et le Gouvernement pour résoudre le conflit politique actuel, contrairement à ce qu'on croit à l'extérieur sur l'impossibilité d'arriver à quelque accord à cause de la polarisation politique existante dans le pays.

Ce chiffre, de plus, coïncide avec une autre enquête d'Hinterlaces de cette semaine, qui fait ressortir que 59 % des personnes interrogées disent préférer pour qu'on attende les élections présidentielles de l'an prochain (2018). Ceci en opposition avec la thèse soutenue au niveau international sur une volonté de la majorité des vénézuéliens que le président

Maduro finisse son mandat plus tôt. Dans ce sens, Hinterlaces explique que 58 % des vénézuéliens préfèrent que le président Maduro prenne les mesures nécessaires pour résoudre en partie les problèmes économiques du pays. Alors que 36 % se montre favorable à ce qu' un gouvernement d'opposition assume pour faire la même chose.

Désapprovisionnement

75 % des vénézuéliens consultés dans la zone métropolitaine de Caracas affirment que le problème du désapprovisionnement d'aliments est en train d' « empirer », alors que 21 % considère qu'il est en train de se résoudre et 4% ne sait pas ou ne répond pas (NS/NC); révèle le plus récent Monitor País d'Hinterlaces.

CLAPS

Le sondage fait apparaître que 57 % des personnes consultées « **sont d'accord** » avec les Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP) comme système **d'approvisionnement en nourriture**, alors que 42 % ne sont pas « d'accord » et 1 % ne sait pas/ne répond pas.

69 % des personnes interrogées assurent qu'elles « **ont bénéficié** » du système d'approvisionnement en aliments à travers les CLAP, alors que 30 % signalent qu'ils « n'en ont pas bénéficié ».

Un total de 49 % des familles habitantes de la zone métropolitaine de Caracas a **bénéficié des CLAP au cours du mois précédent**, alors que 51 % en ont bénéficié il y a plus de deux mois.

Dans une enquête réalisée le 16 juillet, **Hinterlaces** révèle que la majorité des vénézuéliens est d'accord avec le développement d'un **modèle économique productif socialiste** de caractère mixte, qui englobe des entreprises de l'État, privées et de propriété sociale.

L'enquête, menée dans **1500 foyers du pays**, indique que **75 % des personnes interrogées** est d'accord avec le développement d'un modèle économique socialiste, alors que 24% est en désaccord.

De même, dans un sondage réalisé entre le 15 et le 28 juin, **63 %** des sondés a manifesté son accord avec l'**amélioration du modèle économique socialiste**, alors que 32 % considère qu'il doit changer pour un modèle productif capitaliste.

Pour ce qui est de la conduite de l'économie, 61 % s'est montrée d'accord avec le fait que ce soit l'État qui la fasse et 34 % en désaccord, de même, 78 % croit que l'État doit établir des règles économiques claires par lesquelles soient régies l' entreprise privée alors que 12 % n'est pas d'accord.

Le rejet de la privatisation des services et des entreprises clés de la République est un autre des aspects ressortant de cette étude qui montre que 67 % ne veut pas que l'entreprise privée assume le service de l'électricité; 69 % n'est pas d'accord avec la privatisation de l'entreprise d'État de communication Cantv, et 74 % ne veut pas la privatisation de Pétroleos de Venezuela (Pdvs). Ces privatisations sont pourtant au cœur du programme de l'opposition qui lutte actuellement pour reprendre le pouvoir sans passer par les urnes.

Hinterlaces a aussi enquêté sur l'opinion des vénézuéliens quant à la capacité qu'aurait un

gouvernement de droite de résoudre les problèmes économiques du pays: 63 % des sondés ont déclaré ne pas avoir confiance alors que 34 % a manifesté que oui.

Sur l'Assemblée Constituante

54 % des vénézuéliens est « d'accord » avec ceux qui disent qu'il faut « améliorer l'actuelle Constitution pour garantir que les conquêtes sociales ne soient pas perdues », tandis que 44 % ne sont « pas d'accord », révèle également le Monitor País d'Hinterlaces.

L'étude élaborée entre le 15 et le 28 juin a inclus des personnes natives, de sexe masculin et féminin, des majeurs de 18 ans, de catégories socio-économiques A-B, C, D et E.

L'enquête montre que 56 % des personnes interrogées ne sont « pas d'accord » avec ceux qui disent que « le président Maduro veut rédiger une nouvelle constitution pour pouvoir garder le pouvoir », tandis que 42 % est « d'accord » avec cette affirmation.

Avec un indice de confiance de 95 % et une erreur admissible maximale de +/- 2,5 % pour les chiffres obtenus, l'enquête a soutenu que 60 % était « en désaccord » avec ceux qui disent que l'« Assemblée Nationale Constituante rédigera une nouvelle Constitution pour établir au Venezuela un Gouvernement communiste comme celui de Cuba », alors que 37 % a déclaré « être d'accord » avec cette affirmation.

Notons la différence entre ces chiffres et l'image que les médias donnent du Venezuela.

La source originale de cet article est [hinterlaces.com Venezuela Infos](http://hinterlaces.com/Venezuela/Infos)

Copyright © Hinterlaces, [hinterlaces.com Venezuela Infos](http://hinterlaces.com/Venezuela/Infos), 2017

Articles Par : Hinterlaces

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca